



Communiqué

Notre Parti Politique Nos Valeurs Communes informe l'opinion nationale et internationale qu'à la suite de son kidnapping suivie de sa séquestration intervenus le samedi 23 septembre 2022 en banlieue de Conakry, par un groupe de gendarme lourdement armé, **le Président Etienne Soropogui** a été entendu ce mardi par le doyen des juges d'instruction du tribunal de première instance de Dixinn.

Il lui a été notifié les faits de participation délictueuse à un attroupement, coups et blessures volontaires, associations de malfaiteurs, entraves à la liberté de circulation, complicité, incendie et pillage, destruction de biens privés, charges extrêmement importantes dont il s'est toute suite empressée de déclarer ne pas y être associé.

Par conséquent et pour les besoins d'une enquête approfondie, le tribunal a décidé de le placer sous contrôle judiciaire.

Cette mesure restrictive de liberté entraîne les obligations suivantes :

- 1- **Dépôt des titres de voyage**
- 2- **Interdiction de sortir du grand Conakry**
- 3- **Informé de tout changement d'adresse**
- 4- **Se présenter au greffe du cabinet d'instruction chaque lundi et vendredi de la semaine.**

En tout état de cause le Parti Nos Valeurs Communes exprime ses sincères remerciements et sa profonde gratitude au peuple de Guinée, la classe politique, les médias et la société civile pour l'élan de soutien et de solidarité spontané dont il a fait l'objet depuis le kidnapping de son Président. Cela témoigne de l'intérêt que les Guinéennes et les Guinéens de l'intérieur et de l'étranger accordent à la marche démocratique de notre cher pays, la Guinée. C'est également une motivation supplémentaire pour la suite du combat. La foi et la détermination aidant, nous y arriverons !

<<Ensemble libérons la Guinée des chaînes du système >>

Conakry, le 28 septembre 2022

Le Directoire